

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2015

SOMMAIRE

▪ Déclaration des personnes responsables	2
▪ Rapport semestriel d'activité	3
1. Activité d'Ekinops durant le semestre	3
2. Analyse des résultats d'Ekinops	3
3. Evènements postérieurs à la clôture	3
4. Évolution prévisible de l'activité d'Ekinops jusqu'à la clôture de l'exercice	4
5. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir	4
6. Principales transactions avec les parties liées	4
▪ Comptes consolidés semestriels	5
▪ Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels	9
1. Présentation générale	9
2. Faits marquants du premier semestre 2015	9
3. Méthodes et principes comptables	9
4. Informations sur le caractère saisonnier ou cyclique des activités	11
5. Gestion du risque financier	11
6. Notes relatives à l'état de situation financière consolidée	12
7. Notes relatives au compte de résultat	18
8. Information sectorielle	22
9. Engagements hors bilan	22
10. Transactions avec les parties liées	22
11. Evènements postérieurs à la fin de la période intermédiaire	22
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle ..	24
1. Conclusion sur les comptes	24
2. Vérifications spécifiques	25

DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Lannion, le 10 septembre 2015

Didier Brédy, Président-directeur général d'Ekinops

1. Activité d'Ekinops durant le semestre

A l'issue du 1^{er} semestre 2015, Ekinops a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 7,08 M€, en repli de 17% par rapport au 1^{er} semestre 2014. La part des solutions 100G a continué de croître au cours de la période, représentant désormais près de la moitié (46%) de l'activité d'Ekinops sur le semestre. Ce mix-produit devrait s'accélérer au cours des prochains trimestres avec la montée en puissance de la demande pour les solutions 100G Metro/Accès et le lancement commercial de la nouvelle solution 200G.

A l'image du précédent exercice, la première moitié de l'année 2015 illustre le succès progressif de la stratégie de conquête d'opérateurs de rang 2, et des efforts commerciaux portés sur les opérateurs de centres de données et de service cloud. A l'issue du semestre écoulé, 8 opérateurs de rang 2 sont installés au sein du Top 10, représentant 82% de l'activité du Top 10 sur la période (vs. 50% sur la même période de l'année 2014).

2. Analyse des résultats d'Ekinops

Sur les six premiers mois de 2015, le taux de marge brute est passé de 45,8% au 1^{er} semestre 2014 à 52,6 %, sous l'effet de l'accroissement des activités de prestations de services (+19% de croissance sur le semestre), l'augmentation du part du chiffre d'affaires en dollar américain et des efforts continus d'amélioration du prix de revient des solutions 10G et 100G.

L'EBITDA s'est établi à (1,38) M€, contre (0,80) M€ un an plus tôt, du fait de la poursuite des investissements du plan stratégique :

- Les frais de recherche & développement se sont ainsi inscrits en hausse de +0,31 M€ (+21%) du fait du renforcement des équipes de Lannion en 2014 afin de faire évoluer la gamme sur les produits d'accès à très haut débit et le SDN (*Software Defined Network*) avec le nouveau gestionnaire de réseau.
- Les frais marketing & commerciaux ont crû de +9% (+0,25 M€), sous l'effet de l'élargissement des équipes de vente dédiées aux opérateurs de rang 1 et aux nouveaux opérateurs et centres de services cloud.

Dans ce contexte de poursuite des investissements stratégiques, Ekinops a parfaitement su maîtriser ses frais généraux & administratifs qui, à l'image de l'année 2014, se sont inscrits en recul de 9% au 1^{er} semestre (-0,11 M€).

Au 1^{er} semestre 2015, le résultat net consolidé s'est donc élevé à (1,72) M€, intégrant un produit financier net de 0,44 M€ lié à un gain de change du fait de l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro.

3. Evènements postérieurs à la clôture

En date du 4 août 2015, faisant usage de l'autorisation conférée par l'assemblée générale mixte du 21 mars 2013, le Groupe a procédé à l'émission de 100 000 actions nouvelles dans le cadre du contrat signé avec Kepler Cheuvreux et a levé 502 K€ de capitaux propres.

Le Groupe a été informé, début 2015, que l'un de ses principaux sous-traitants, Jabil, envisageait de fermer son site de Brest durant la seconde moitié de l'année. Le Groupe a immédiatement pris les mesures nécessaires afin de s'assurer que l'autre partenaire clé d'Ekinops, Novatech, soit en mesure de reprendre la production très rapidement. En outre, des discussions sont actuellement en cours avec le Groupe Jabil ainsi qu'avec d'autres nouveaux partenaires potentiels, afin de rétablir une situation de « double source » pour les besoins des opérations de sous-traitance d'Ekinops.

Au mois de février 2015, l'administration fiscale a procédé à un contrôle de la comptabilité de la société des exercices 2011, 2012 et 2013, qui s'est terminé vers la fin du mois de juillet. Les conclusions du contrôle concernent principalement la méthodologie et les calculs du CIR (Crédit Impôt Recherche). Une proposition de rectification a été adressée à Ekinops SA en date du 27 juillet 2015. Ekinops s'est engagé, avec l'appui de son conseiller fiscal, dans une procédure de rectification contradictoire. Indépendamment du résultat de cette procédure, le Groupe ne s'attend pas à un impact significatif sur ses comptes de la conclusion de ce contrôle fiscal.

Aucun autre événement significatif n'est survenu postérieurement à la fin de la période intermédiaire.

4. Évolution prévisible de l'activité d'Ekinops jusqu'à la clôture de l'exercice

A l'issue du 1^{er} semestre 2015, Ekinops confirme son objectif visant à renouer avec une croissance annuelle soutenue sur l'ensemble de l'exercice. La pénétration commerciale de comptes de plus grande dimension s'est confirmée au cours du semestre et devrait continuer de s'amplifier au cours des prochains mois.

En outre, les discussions avec des opérateurs de rang 1 se sont poursuivies au 1^{er} semestre, et le groupe demeure confiant dans la perspective de faire rentrer un Tier 1 dans le Top 10 clients en 2016.

5. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir

Les facteurs de risques présentés dans le document de référence publié par Ekinops et déposé auprès de l'AMF en date du 22 mai 2015, sous le numéro R.15-043, n'ont pas subi d'évolution, ni dans leur nature, ni dans leur niveau.

Ekinops n'a pas identifié, à la date d'établissement du présent rapport, de nouveau risque qui ne serait pas déjà mentionné dans ce même paragraphe susceptible d'impacter le reste de l'exercice 2015.

6. Principales transactions avec les parties liées

Au cours de la période intermédiaire, les transactions avec les parties liées enregistrées n'ont pas subi de modifications substantielles, par rapport à celles inscrites dans les comptes de l'exercice 2014, de nature à perturber l'analyse des comptes semestriels 2015.

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

I - ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE RESUME

(En milliers d'euros)	Notes	30 Juin 2015	31 décembre 2014
Immobilisations incorporelles	6.1	1 051	1 080
Immobilisations corporelles	6.2	1 113	881
Actifs financiers non courants	6.4	124	79
Actifs d'impôts différés		-	-
Total actifs non courants		2 288	2 040
Stocks	6.5	4 520	4 682
Clients et comptes rattachés	6.6	3 021	1 858
Actifs d'impôts exigibles	6.7	595	1 167
Autres actifs courants	6.8	426	562
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.9	4 883	6 923
Total actifs courants		13 445	15 192
TOTAL DE L'ACTIF		15 733	17 232
Capital émis	6.10	2 695	2 695
Primes d'émission		35 782	35 812
Réserves consolidées - part du Groupe		(28 198)	(24 858)
Réserves de conversion		298	157
Résultat de la période - part du Groupe		(1 723)	(3 472)
Capitaux propres - Part du Groupe		8 855	10 334
Intérêts minoritaires		-	-
Total des capitaux propres		8 855	10 334
Dettes financières non courantes	6.11	1 323	1 304
Engagements envers le personnel	6.12	336	310
Autres passifs non courants	6.14	340	392
Passifs d'impôts différés		-	-
Total passifs non courants		1 999	2 006
Dettes financières courantes	6.11	71	121
Provisions	6.13	476	354
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 934	1 444
Autres passifs courants	6.14	2 399	2 973
Total passifs courants		4 880	4 892
TOTAL DU PASSIF		15 733	17 232

Les données présentées ont été impactées par l'application rétrospective d'IFRIC 21. Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

II - ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE RESUME

(En milliers d'euros)	Notes	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Chiffre d'affaires	7.1	7 082	8 503
Coût des ventes		(3 356)	(4 605)
Marge Brute		3 726	3 898
Frais de recherche et développement	7.2	(1 797)	(1 488)
Frais marketing et commerciaux	7.2	(2 834)	(2 589)
Frais généraux et administratifs	7.2	(1 170)	(1 281)
Résultat opérationnel courant		(2 075)	(1 460)
Autres produits et charges opérationnels	11.3	(69)	-
Résultat opérationnel		(2 144)	(1 460)
Coût de l'endettement financier net	7.5	(20)	(18)
Autres produits et charges financiers	7.5	455	102
Résultat avant impôts		(1 709)	(1 376)
Charge d'impôt		(14)	(33)
Résultat net de la période		(1 723)	(1 409)
Part attribuable aux actionnaires d'Ekinops SA :		(1 723)	(1 409)
Part attribuable aux participations ne conférant pas le contrôle :		-	-
Résultat de base par action (€/action) :	7.6	(0,32)	(0,27)
Résultat dilué base par action (€/action) :	7.6	(0,32)	(0,27)

AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE RESUME

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Résultat net de la période	(1 723)	(1 409)
Autres éléments recyclables du résultat global :	141	(12)
Ecarts de conversion, nets d'impôts	141	(12)
Ecarts de conversion	141	(12)
Effet d'impôts	-	-
Autres éléments non recyclables du résultat global :	-	(53)
Ecarts actuariels, nets d'impôts	-	(53)
Gains (Pertes) actuariels sur engagements envers le personnel	-	(53)
Effet d'impôts	-	-
Total autres éléments du résultat global	141	(65)
Résultat global	(1 582)	(1 474)
Part attribuable aux actionnaires d' Ekinops SA :	(1 582)	(1 474)
Part attribuable aux participations ne conférant pas le contrôle :	-	-

Les données présentées ont été impactées par l'application rétrospective d'IFRIC 21. Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés

III - ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES RESUME

(En milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Prime d'émission	Réserves et résultat	Réserves de conversion	Capitaux propres Part du Groupe	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1er Janvier 2014	5 088 161	2 544	33 756	(25 247)	(28)	11 026	-	11 026
Résultat net de la période				(1 409)		(1 409)	-	(1 409)
Autres éléments du résultat global				(53)	(12)	(65)	-	(65)
Résultat global		0	0	(1 462)	(12)	(1 474)	-	(1 474)
Actions propres				(46)		(46)	-	(46)
Paievements en actions				208		208	-	208
Augmentation de capital	161 666	81	1 437			1 518	-	1 518
Application rétrospective d'IFRIC 21				29		29	-	29
Au 30 Juin 2014	5 249 827	2 625	35 193	(26 517)	(40)	11 262	-	11 262
Au 1er Janvier 2015	5 389 290	2 695	35 812	(28 343)	157	10 321	-	10 321
Résultat net de la période				(1 723)		(1 723)	-	(1 723)
Autres éléments du résultat global				-	141	141	-	141
Résultat global		0	0	(1 723)	141	(1 582)	-	(1 582)
Actions propres						0	-	0
Paievements en actions				132		132	-	132
Augmentation de capital *			(30)			(30)	-	(30)
Application rétrospective d'IFRIC 21				13		13	-	13
Au 31 Juin 2015	5 389 290	2 695	35 782	(29 921)	298	8 855	-	8 855

* le montant de 30 K€ comptabilisé en diminution de la prime d'émission au 30 juin 2015 correspond au décaissement du solde de la commission de structuration (Ligne PACEO mise en place en 2014).

Les données présentées ont été impactées par l'application rétrospective d'IFRIC 21. Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés

IV - ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES RESUME

(En milliers d'euros)	Notes	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Résultat net de la période		(1 723)	(1 409)
Elimination des amortissements et provisions	7.4	631	451
Elimination des autres éléments sans incidence sur la trésorerie		21	19
Charges liées aux paiements en actions	6.10	132	208
Capacité d'autofinancement après impôt et coût de l'endettement financier net		(939)	(731)
Elimination de la charge (produit) d'impôt		14	33
Elimination du coût de l'endettement financier net		1	3
Capacité d'autofinancement avant impôt et coût de l'endettement financier net		(924)	(695)
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement		(448)	(898)
Impôts payés		5	(62)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(1 367)	(1 655)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.3	(686)	(380)
Variation des prêts et avances consentis		(45)	37
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(731)	(343)
Augmentation de capital	6.10	(30)	1 518
Opérations sur actions propres		-	(46)
Emission de nouveaux emprunts		-	-
Remboursements d'emprunts	6.11	(63)	(153)
Intérêts financiers payés		(1)	(3)
Variation des autres dettes financières	6.11	13	(43)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(81)	1 273
Incidence de la variation des cours des devises		139	11
Augmentation (Diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(2 040)	(714)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	6.9	6 923	7 666
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	6.9	4 883	6 952

Les données présentées ont été impactées par l'application rétrospective d'IFRIC 21. Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

NOTE 1 – Information générale

Ekinops SA, domiciliée au 3 Rue Blaise Pascal 22300 Lannion, est l'entité consolidante du Groupe Ekinops.

Le Groupe Ekinops (ci-après « Le Groupe ») est un concepteur innovant de solutions de transmission sur fibres optiques destinées aux opérateurs de télécommunications.

Les actions Ekinops SA sont cotées et négociables au compartiment C du marché Euronext, Paris (Code ISIN : FR0011466069, Code mnémonique : EKI).

Les comptes consolidés semestriels résumés du 30 juin 2015 ont été examinés par le Conseil d'administration d'Ekinops du 10 septembre 2015.

Les états financiers consolidés semestriels résumés reflètent la situation comptable d'Ekinops SA et de sa filiale.

La monnaie fonctionnelle du groupe est l'euro. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

NOTE 2 – Faits marquants du premier semestre 2015

A l'issue du 1^{er} semestre 2015, Ekinops a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 7,08 M€, en repli de 17% par rapport au 1^{er} semestre 2014. La part des solutions 100G a continué de croître au cours de la période, représentant désormais près de la moitié (46%) de l'activité d'Ekinops sur le semestre. Ce mix-produit devrait s'accélérer au cours des prochains trimestres avec la montée en puissance de la demande pour les solutions 100G Metro/accès et le lancement commercial de la nouvelle solution 200G.

NOTE 3 – Principes, règles et méthodes comptables

3.1 – Principes comptables

En application du règlement n° 1606/2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2015 sont préparés conformément à la norme IAS 34 - Information financière intermédiaire. Ces comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2015 doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du 31 décembre 2014.

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014, à l'exception des changements de méthodes comptables relatifs à l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (Taxes prélevées par une autorité publique).

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2015 l'interprétation IFRIC 21 (Taxes prélevées par une autorité publique) qui stipule le moment où il faut comptabiliser un passif au titre du droit ou de la taxe imposé par une autorité publique. Ces règles visent tant les droits ou taxes comptabilisés selon IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels que ceux pour lesquels le moment et le montant sont certains.

Les droits et taxes concernés sont définis comme des sorties nettes de ressources (excluant ainsi la TVA collectée pour le compte de l'État) imposées par des gouvernements (tels que définis par les normes IAS 20 et IAS 24) en application des dispositions légales et/ou réglementaires autres que des amendes ou pénalités liées au non-respect de lois ou règlements. Il s'agit des taxes entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37 sur les provisions (ceci excluant celles entrant dans le champ d'application d'IAS 12 telles que les passifs d'impôts sur les bénéfices) ainsi que des taxes dont le montant et la date de paiement sont certains (i. e. des passifs qui ne sont pas dans le champ d'application de la norme IAS 37).

Le traitement initial étant rétrospectif, les états financiers au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014 ont été retraités comme si le texte avait toujours été appliqué. En conséquence, les états financiers 2014 suivants tiennent compte de l'interprétation IFRIC 21 :

- État de la situation financière consolidée résumé
- État du résultat global consolidé résumé
- État de variation des capitaux propres consolidés résumé.

En outre, ces impacts ne représentant pas de flux d'encaissement ou de décaissement, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles au 30 juin 2014 présentés dans l'état des flux de trésorerie consolidés résumés restent inchangés, seule la présentation de leur formation a été impactée (Résultat net et variation du BFR).

La Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S) constitue le principal impact sur les états financiers consolidés résumés de l'application de l'interprétation IFRIC 21. Cette taxe assise sur le chiffre d'affaires était antérieurement reconnue progressivement en fonction de la reconnaissance du chiffre d'affaires auquel elle se rapporte. Désormais la C3S assise sur le Chiffre d'affaires de l'année N est intégralement reconnue au 1^{er} janvier de l'année N+1.

3.2 – Recours aux jugements et estimations

Afin d'établir les états financiers conformément aux normes IFRS, la Direction du Groupe a dû recourir à des hypothèses, des jugements et des estimations, susceptibles d'affecter à la date d'établissement des états financiers, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les montants présentés au titre des charges et produits de la période.

Les principales estimations significatives faites par la Direction du Groupe portent notamment sur :

- l'évaluation de la juste valeur des options d'achat et de souscription d'actions (plans de stock-options, bons de créateur d'entreprise, d'actions gratuites et de bons de souscription d'action) accordées aux fondateurs, aux dirigeants, à certains salariés du Groupe et à certains prestataires. L'évaluation de cette juste valeur résulte de modèles nécessitant l'utilisation d'hypothèses de calcul (volatilité, turnover, durée d'exercabilité...);
- l'évaluation des avantages du personnel, et plus particulièrement des indemnités de fin de carrière ;
- l'estimation des flux de remboursements des subventions et avances remboursables ;
- l'évaluation des impôts différés.

La Direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de l'hypothèse de continuité d'exploitation, de son expérience passée et des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes. Ces estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent, ou encore suite à de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent par conséquent sensiblement différer de ces estimations.

3.3 – Périmètre et méthodes de consolidation

Le périmètre et les méthodes de consolidation n'ont pas évolué par rapport au 31 décembre 2014.

NOTE 4 – Informations sur le caractère saisonnier ou cyclique des activités

Le chiffre d'affaires est généralement caractérisé par une faible saisonnalité entre les deux semestres de l'année civile.

NOTE 5 – Gestion du risque financier

Il n'y a pas de modifications substantielles dans la gestion des risques.

NOTE 6 – Notes relatives à l'état de situation financières consolidée

6.1 – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Frais de développement	Frais de développement en cours	Concessions, brevets et droits similaires	Total Immobilisations incorporelles
Valeur brute au 31 Décembre 2014	799	610	1 349	2 758
Capitalisation des frais de développement	159	-	-	159
Acquisition	-	-	7	7
Reclassement	610	(610)	-	-
Valeur brute au 30 Juin 2015	1 568	-	1 356	2 924
Amortissements cumulés au 31 décembre 2014	(482)	-	(1 196)	(1 678)
Dotations de la période	(116)	-	(79)	(195)
Amortissements cumulés au 30 Juin 2015	(598)	-	(1 275)	(1 873)
Valeur nette au 31 décembre 2014	317	610	153	1 080
Valeur nette au 30 Juin 2015	970	-	81	1 051

6.2 – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Installations techniques, matériel & outillage	Mobilier et matériel de bureau, informatique	Total Immobilisations corporelles
Valeur brute au 31 décembre 2014	3 820	601	4 421
Acquisition	459	61	520
Cession	-	-	-
Incidence de la variation du cours des devises	-	5	5
Valeur brute au 30 Juin 2015	4 279	667	4 946
Amortissements cumulés au 31 décembre 2014	(3 073)	(467)	(3 540)
Dotations de la période	(261)	(29)	(290)
Cession	-	-	-
Incidence de la variation du cours des devises	-	(3)	(3)
Amortissements cumulés au 30 Juin 2015	(3 334)	(499)	(3 833)
Valeur nette au 31 décembre 2014	747	134	881
Valeur nette au 30 Juin 2015	945	168	1 113

6.3 – Réconciliation des investissements avec le tableau de flux de trésorerie

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Acquisition immobilisations incorporelles	(166)	(124)
Acquisition immobilisations corporelles	(520)	(237)
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	-	(19)
Total	(686)	(380)

6.4 – Actifs financiers non courants

Les actifs financiers sont principalement composés des dépôts de garanties Factoring.

6.5 – Stocks

(En milliers d'euros)	31 décembre 2014	Variation BFR	Dotations nettes des reprises de provisions	Incidence de la variation du cours des devises	30 Juin 2015
Valeur Brute	5 011	(142)		22	4 891
Pertes de valeurs cumulées	(329)	-	(38)	(4)	(371)
Total valeur nette des stocks	4 682	(142)	(38)	18	4 520

6.6 – Clients et comptes rattachés

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	31 décembre 2014
Clients et comptes rattachés	3 021	1 858
Pertes de valeur cumulées	-	-
Total valeur nette des clients et comptes rattachés	3 021	1 858

6.7 – Actifs d'impôts exigibles

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	31 décembre 2014
Créance d'impôt sur les bénéfices	41	35
Crédit d'impôt recherche	514	1 052
Crédit d'impôt innovation	40	80
Total actifs d'impôts exigibles	595	1 167

Le tableau ci-après présente les mouvements survenus sur le Crédit d' Impôt Recherche (CIR) et le Crédit d'impôt Innovation (CII) :

Solde au 1er janvier 2014	1 136
+CIR comptabilisé sur l'exercice	1 052
+ CII comptabilisé sur l'exercice	80
- paiement reçu	1 136
Solde au 31 Décembre 2014	1 132
+ CIR comptabilisé sur la période	514
+ CII comptabilisé sur la période	40
- Ajustement CIR 2014	17
- paiement reçu	1 115
Solde au 30 juin 2015	554

6.8 – Autres actifs courants

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	31 décembre 2014
Avances et acomptes sur commandes	15	23
Créances sociales	11	-
Créances fiscales hors IS et CVAE	295	156
Charges constatées d'avance	105	141
Autres	-	243
Total autres actifs courants	426	562

6.9 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	31 décembre 2014
Trésorerie	4 883	6 923
Equivalents de trésorerie	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 883	6 923
Concours bancaires	-	-
Total Trésorerie nette	4 883	6 923

6.10 – Capital

6.10.1 - Capital émis

Au 30 juin 2015, le capital est composé de 5 389 290 actions ordinaires entièrement libérées et d'une valeur nominale unitaire de 0,50 €.

6.10.2 – Bons et options de souscription d'actions

a) Options de souscription d'actions (OSA)

Aucune nouvelle attribution n'a eu lieu au cours du 1^{er} semestre 2015. Le tableau ci-après décrit pour toutes les options en circulation, les mouvements, les durées de vie résiduelle et les charges comptabilisées au cours de la période :

	Nb d'options en circulation en début de période	Attribuées au cours de la période	Exercées au cours de la période	Annulées au cours de la période	Nb d'options en circulation en fin de période	Prix d'exercice (En €)	Juste valeur du sous-jacent à la date d'attrib. (En €)	Durée de vie contractuelle résiduelle	Charge comptabilisée au 30.06.2015 (En K€)	Charge comptabilisée au 30.06.2014 (En K€)
15 mai 2008	24 334	-	-	-	24 334	7,50 €	7,50 €	2,7 ans	-	-
12 mars 2009	8 000	-	-	-	8 000	7,50 €	7,50 €	3,7 ans	-	-
21 octobre 2010	1 000	-	-	(1 000)	0	5,90 €	5,90 €	5,8 ans	-	-
15 septembre 2011	1 000	-	-	-	1 000	5,90 €	5,90 €	6,7 ans	-	-
25 février 2013	6 000	-	-	-	6 000	6,69 €	6,69 €	8,2 ans	(2)	(5)
19 juin 2014	169 000	-	-	(4 400)	164 600	7,86 €	8,00 €	9,5 ans	(73)	(14)
Total des Options de Souscription d'Actions (OSA)	209 334	-	-	(5 400)	203 934	N/A	N/A	N/A	(75)	(19)

b) Bons de souscription d'actions (BSA)

Aucune nouvelle attribution n'a eu lieu au cours du 1^{er} semestre 2015. Le tableau ci-après décrit les mouvements, durées de vie résiduelle et charges comptabilisées relatives aux BSA en circulation :

	Nb d'options en circulation en début de période	Attribuées au cours de la période	Exercées au cours de la période	Annulées au cours de la période	Nb d'options en circulation en fin de période	Prix d'exercice (En €)	Juste valeur du sous-jacent à la date d'attrib. (En €)	Durée de vie contractuelle résiduelle	Charge comptabilisée au 30.06.2015 (En K€)	Charge comptabilisée au 30.06.2014 (En K€)
22 novembre 2005	2 000	-	-	-	2 000	25,00 €	25,00 €	0,4 ans	-	-
28 septembre 2007	20 000	-	-	-	20 000	7,50 €	7,50 €	5,4 ans	-	-
25 février 2013	9 000	-	-	-	9 000	6,69 €	6,69 €	7,7 ans	(2)	(7)
19 juin 2014	8 500	-	-	-	8 500	7,86 €	8,00 €	4,0 ans	-	-
Total des Bons de Souscription d'Actions (BSA)	39 500	-	-	-	39 500	N/A	N/A	N/A	(2)	(7)

c) Bons de créateurs d'entreprise (BCE)

Aucune nouvelle attribution n'a eu lieu au cours du 1^{er} semestre 2015. Le tableau ci-après décrit les mouvements, durées de vie résiduelle et charges comptabilisées relatives aux BCE en circulation :

	Nb d'options en circulation en début de période	Attribuées au cours de la période	Exercées au cours de la période	Annulées au cours de la période	Nb d'options en circulation en fin de période	Prix d'exercice (En €)	Juste valeur du sous-jacent à la date d'attrib. (En €)	Durée de vie contractuelle résiduelle	Charge comptabilisée au 30.06.2015 (En K€)	Charge comptabilisée au 30.06.2014 (En K€)
22 juin 2010	490 716	-	-	-	490 716	5,90 €	5,90 €	5,5 ans	-	-
21 octobre 2010	25 800	-	-	-	25 800	5,90 €	5,90 €	5,8 ans	-	-
12 mai 2011	38 970	-	-	-	38 970	5,90 €	5,90 €	6,4 ans	-	-
20 décembre 2012	41 178	-	-	-	41 178	5,90 €	5,90 €	6,4 ans	-	-
25 février 2013	222 600	-	-	-	222 600	6,69 €	6,69 €	8,2 ans	(55)	(181)
Total des Bons de Créateurs d'Entreprises (BCE)	819 264	-	-	-	819 264	N/A	N/A	N/A	(55)	(181)

d) Synthèse des mouvements et réconciliation de la charge liée aux paiements fondés sur des actions

	Nb d'options en circulation en début de période	Attribuées au cours de la période	Exercées au cours de la période	Annulées au cours de la période	Devenues caduques au cours de la période	Nb d'options en circulation en fin de période	Charge comptabilisée au 30.06.2015 (En K€)	Charge comptabilisée au 30.06.2014 (En K€)
OSA	209 334	-	-	(5 400)	0	203 934	(75)	(19)
BSA	39 500	-	-	-	0	39 500	(2)	(7)
BCE	819 264	-	-	-	0	819 264	(55)	(181)
TOTAL	1 068 098	0	0	(5 400)	0	1 062 698	(132)	(208)

La charge totale comptabilisée au cours de la période au titre des paiements fondés sur des actions s'élevé à 132 K€, et a été intégralement allouée en frais généraux et administratifs.

6.11 – Dettes financières courantes et non courantes

a) Variation des dettes financières du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015

(En milliers d'euros)	31 décembre 2014	Augmentations	Remboursements	Variation	(Actualisation) / Désactualisation	Reclassement	30 Juin 2015
Dettes de crédit-bail	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts BPI	1 490	-	-	-	-	-	1 490
Avance Oseo	-	-	-	-	-	-	-
Avance Coface	-	-	-	-	-	-	-
Actualisation des avances et PTZ	(186)	-	-	-	19	-	(167)
Total des dettes financières non courantes	1 304	-	-	-	19	-	1 323
Dettes de crédit-bail	57	-	(34)	-	-	-	23
Dettes de factoring	35	13	-	-	-	-	48
Avance Oseo	-	-	-	-	-	-	-
Avance Coface	29	-	(29)	-	-	-	-
Actualisation des avances et PTZ	-	-	-	-	-	-	-
Total des dettes financières courantes	121	13	(63)	-	-	-	71
Total des dettes financières	1 425	13	(63)	-	19	-	1 394

b) Echancier des dettes financières au 30 juin 2015

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	< 1an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	> 5 ans	Actualisation
Dettes de crédit-bail	23	23	-	-	-	-	-	-
Dettes de factoring	48	48	-	-	-	-	-	-
Emprunt BPI	1 490	-	38	224	298	298	632	-
Actualisation des avances	(167)	-	-	-	-	-	-	(167)
Total des dettes financières	1 394	71	38	224	298	298	632	(167)

6.12 – Engagements envers le personnel

Les engagements envers le personnel sont exclusivement constitués des indemnités de fin de carrière (IFC) concernant les employés d'Ekinops SA. Les hypothèses actuarielles utilisées pour calculer le passif au 30 juin 2015 sont identiques à celles utilisées au 31 décembre 2014. Le tableau suivant détaille la variation de l'engagement survenue au cours du semestre :

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	31 décembre 2014
Dette actuarielle de début de période	310	189
Coût financier	2	7
Coût des services rendus	24	30
Utilisation (départ en retraite)	-	(13)
Pertes (gains) actuariels	-	97
Dette actuarielle de fin de période	336	310

6.13 – Provisions

(En milliers d'euros)	31 décembre 2014	Dotations	Reprise utilisée	30 Juin 2015
Provisions pour garantie	354	20	(52)	322
Autres provisions pour risques et charges		154		154
Total des provisions pour risques et charges	354	174	(52)	476

Les autres provisions pour risques et charges sont relatives au contrôle fiscal en cours au 30 juin 2015 (cf. note 11.3) ainsi qu'à la reprise d'un stock totalement obsolète suite à l'engagement donné à notre sous-traitant Jabil (cf. note 9.1).

6.14 – Autres passifs courants et non courants

Les autres passifs non courants sont principalement constitués de la part à plus d'un an des contrats de maintenance (173 K€) ainsi que du passif de régularisation relatif à l'actualisation des prêts à taux zéro (167 K€).

Les autres passifs courants sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	31 décembre 2014
Dettes fiscales et sociales	1 586	1 412
Dettes sur achat d'immobilisations	-	-
Produits constatés d'avance	650	436
Avances clients et clients créditeurs	163	1 125
Total autres passifs courants	2 399	2 973

NOTE 7 – Notes relatives au compte de résultat

7.1 – Produits des activités ordinaires

a) Par nature

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Production vendue de biens	6 185	7 753
Production vendue de services	897	750
Total chiffre d'affaires	7 082	8 503

b) Par zone géographique

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Amérique du nord et du sud	1 805	3 162
Europe - Moyen-orient - Afrique	5 277	5 341
Total chiffre d'affaires	7 082	8 503

7.2 – Nature des dépenses allouées par fonction

a) Nature des frais de recherche et développement

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Charges de personnel	(1 883)	(1 551)
Dotations aux amortissements et provisions	(520)	(339)
Personnel extérieur	(48)	(159)
Crédit d'impôts*	565	536
Subventions	74	53
Capitalisation des frais de développement	159	57
Autres	(144)	(85)
Total frais de recherche et développement	(1 797)	(1 488)

* dont part CICE :

28

19

b) Nature des frais commerciaux

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Charges de personnel	(1 720)	(1 685)
Personnel extérieur	(242)	(220)
Voyages et déplacements	(294)	(241)
Honoraires et conseils	(83)	(52)
Salons	(114)	(89)
Dotations aux amortissements et provisions	1	(50)
Autres	(382)	(252)
Total frais marketing et commerciaux	(2 834)	(2 589)

c) Nature des frais généraux et administratifs

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Charges de personnel	(785)	(822)
Honoraires et conseils	(138)	(169)
Assurances	(57)	(62)
Frais bancaires	(25)	(22)
Impôts et taxes	(30)	(30)
Dotations aux amortissements et provisions	(19)	(57)
Autres	(116)	(119)
Total frais généraux et administratifs	(1 170)	(1 281)

7.3 – Ventilation des frais de personnel et effectifs

a) Ventilation des frais de personnel par fonction

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Total frais de recherche et développement	(1 883)	(1 551)
Total frais marketing et commerciaux	(1 720)	(1 685)
Total frais généraux et administratifs	(785)	(822)
Total des charges de personnel	(4 388)	(4 058)

b) Ventilation des frais de personnel par nature

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Salaires et traitements	(3 121)	(2 955)
Charges sociales	(1 111)	(881)
Coût des services rendus	(24)	(14)
Païement en actions	(132)	(208)
Total des charges de personnel	(4 388)	(4 058)

c) Les effectifs

(En unités)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Cadres	67	65
Agents de maîtrise et techniciens	7	7
Employés	5	6
Mise à disposition	2	4
Total des effectifs	81	82

7.4 – Les dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Dotation aux amortissements - Immobilisations incorporelles	(195)	(148)
Dotation aux amortissements - Immobilisations corporelles	(290)	(288)
Dotation nette des reprises de provisions pour risques et charges	(122)	(1)
Coût des services rendus	(24)	(14)
Dotations nettes des reprises de provisions (TFT)	(631)	(451)
Dotation nette des reprises de provisions sur stocks	(38)	(88)
Dotation nette des reprises de provisions sur autres actifs courants		(10)
Dotations nettes des reprises de provisions sur actifs courants	(38)	(98)
Total des dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises	(669)	(549)

7.5 – Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

a) Coût de l'endettement financier net

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Charges d'intérêts	(1)	(3)
Effet de la désactualisation des avances et prêts	(19)	(15)
Coût de l'endettement financier net	(20)	(18)

b) Autres produits et charges financiers

(En milliers d'euros)	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Gains (pertes) de change	456	85
Autres produits et charges financiers	(1)	17
Autres produits et charges financiers	455	102

Le résultat de change de la période provient principalement de la réévaluation au taux de clôture des comptes bancaires en dollar US (USD) détenus par Ekinops SA, du fait de l'appréciation du dollar US par rapport à l'euro.

7.6 – Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires d'Ekinops SA par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, soit par 5 383 437 au 30 juin 2015 et par 5 151 856 au 30 juin 2014.

En milliers d'euros / En unités	30 Juin 2015	30 Juin 2014
Résultat net attribuable aux actionnaires d'Ekinops SA	(1 723)	(1 409)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation :	5 383 437	5 151 856
Résultat de base par action (€/action)	(0,32)	(0,27)

Les périodes du 30 juin 2015 et 30 juin 2014 s'étant soldées par des pertes, les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSA, BCE, SO) sont considérés comme anti-dilutifs : leur prise en compte induirait une augmentation du résultat par action.

NOTE 8 – Information sectorielle

Le Groupe est géré sur la base d'un seul secteur et ne distingue pas de segments opérationnels autonomes. Le résultat sectoriel de référence est le résultat opérationnel courant.

Le Groupe effectue toutefois un suivi du chiffre d'affaires entre ses deux zones commerciales principales :

- Europe-Moyen-Orient-Afrique, et
- Amérique du Nord et du Sud

Cette information est présentée en note 7.1.

NOTE 9 – Engagements hors bilan

9.1 – Engagements donnés

Le Groupe sous traite la production de ses équipements à ses partenaires Jabil et Novatech. Les ordres de fabrication de produits finis sont lancés sur la base de commandes clients fermes. En complément, le Groupe procède à des commandes de composants ou de produits semi-finis auprès de ces mêmes sous-traitants, afin de pouvoir faire preuve de réactivité commerciale. De ce fait, le Groupe a un engagement de reprise de ces stocks dans une certaine limite. Le montant de cet engagement, relatif aux stocks de composants et produits semi-finis est estimé à 363 K€ au 30/06/2015.

Par ailleurs, compte tenu de la fermeture du site Jabil de Brest prévue au mois de septembre 2015 (voir la note 11.2), le Groupe se retrouve dans la situation de devoir reprendre un stock de composants et produits semi-finis qualifiés de « techniquement obsolètes ». Ce point a fait l'objet d'une provision pour risques et charges au 30/06/2015 pour un montant de 85 K€.

NOTE 10 – Transactions avec les parties liées

Au cours de la période intermédiaire, les transactions avec les parties liées enregistrées n'ont pas subi de modifications substantielles par rapport à celles inscrites dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 de nature à perturber l'analyse des comptes semestriels.

NOTE 11 – Evénements postérieurs à la fin de la période intermédiaire

11.1 – Emission de nouvelles actions

En date du 4 août 2015, faisant usage de l'autorisation conférée par l'assemblée générale mixte du 21 mars 2013, le Groupe a procédé à l'émission de 100.000 actions nouvelles dans le cadre du contrat signé avec Kepler Cheuvreux et a levé 502 K€ de capitaux propres.

11.2 – Fermeture du site Jabil de Brest

Le Groupe a été informé début 2015 que l'un de ses principaux sous-traitants, Jabil, envisageait de fermer son site de Brest durant la seconde moitié de l'année. Le Groupe a immédiatement pris les mesures nécessaires afin de s'assurer que l'autre partenaire clé d'Ekinops, Novatech, soit en mesure de reprendre la production très rapidement. En outre, des discussions sont actuellement en cours avec le Groupe Jabil ainsi qu'avec d'autres nouveaux partenaires potentiels, afin d'établir à nouveau la situation de « double source » pour les besoins des opérations de sous-traitance d'Ekinops.

11.3 – Contrôle fiscal

En mois de février 2015 l'administration fiscale a procédé à un contrôle de la comptabilité de la société des exercices 2011, 2012 et 2013, qui s'est terminé vers la fin du mois de juillet. Les conclusions du contrôle concernent principalement la méthodologie et les calculs relatifs au CIR (Crédit Impôt Recherche). Une proposition de rectification a été adressée par l'administration fiscale en date du 27 juillet 2015. Le Groupe conteste certains points de cette proposition. Il s'est engagé, avec l'appui de son conseiller fiscal, dans une procédure de rectification contradictoire. En outre, les points non contestés par le groupe ont fait l'objet d'une provision pour risques et charges à hauteur de 68 K€. Quelle que soit l'issue de la procédure engagée, le Groupe ne considère pas que cette dernière puisse avoir d'impact significatif sur ses comptes.

Aucun autre événement significatif n'est survenu postérieurement à la fin de la période intermédiaire.

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Altonéo Audit
143, rue de Paris
53000 Laval

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

EKINOPS

Société Anonyme
3, rue Blaise Pascal
22300 Lannion

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Ekinops, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.



2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Laval et Neuilly-sur-Seine, le 10 septembre 2015

Les Commissaires aux comptes

Altonéo Audit

Cédric TOMINE

Deloitte & Associés

Fabien BROVEDANI